



Toulouse, le 27 février 2026

A l'attention du syndicat CGT Airbus Defence and Space
Objet : Position sur les enjeux de la filière spatiale.

Madame, Monsieur,

Vous nous avez sollicité afin de connaître notre position sur les enjeux de la filière spatiale, qui concerne particulièrement Toulouse, mais au-delà notre souveraineté nationale et européenne.

Nous soutenons le besoin d'emplois industriels dans la métropole toulousaine afin de préserver le tissu économique de notre belle ville. En effet un emploi dans l'industrie induit 4 emplois indirects, dans les services par exemple.

Nous tenons à vous rappeler que dans le cadre de notre mandat, en tant qu'élu-e-s de l'opposition, nous avons eu l'occasion d'apporter notre soutien à la filière spatiale à plusieurs reprises.

En 2024, par exemple, lors du conseil métropolitain du 17 octobre 2024., nous avons déposé un vœu de soutien à la filière. Ce vœu (Cf. Pièce jointe) voté à l'unanimité de l'assemblée, demandait que l'Etat (actionnaire et commanditaire) de Thalès Alenia Space et d'Airbus Defense & Space, exhorte les directions générales à revoir leur plan de suppression de postes, afin de maintenir les compétences et les emplois au sein de ces entreprises.

Retrouvez nous sur les réseaux : <https://linktr.ee/VivreMieux.Toulouse>



Nous avons également demandé que l'Etat définisse **une feuille de route stratégique**, car le secteur spatial permet de garantir notre souveraineté nationale et européenne. Il est essentiel de préserver notre savoir-faire historique en ce domaine, ainsi que les compétences et les emplois associés.

En tant qu' élu.e.s d'opposition nous nous sommes rendus, à plusieurs reprises, à des manifestations de soutien aux salarié.e.s de TAS et d'ADS, en 2024 et 2025.

En janvier 2025, les député.e.s NFP de Haute-Garonne et les sénateurs et sénatrices socialistes de Haute-Garonne ont écrit au gouvernement (Cf. Lettre en pièce jointe) pour demander à ce que l'Etat s'engage pour une stratégie nationale du spatial.

Concernant plus particulièrement le projet de fusion dit Bromo, devant regrouper les trois entités (Airbus, Thalès et Leonardo) pour créer un acteur spatial européen de premier plan, nous considérons que ce projet ne doit pas masquer des objectifs financiers. Si des synergies communes entre ces trois entreprises peuvent être une opportunité, cela ne doit pas avoir pour finalité première l'augmentation de la rentabilité actionnariale.

Le domaine spatial est une industrie stratégique, en particulier pour l'observation de la Terre, la science, la navigation et les télécoms sécurisés. Nous exhortons l'Etat français (et ses partenaires européens) à prendre toute sa part dans ce projet, afin d'assurer que les orientations servent une stratégie industrielle et veillent à ce que cette fusion n'engendre pas des licenciements massifs en France et à Toulouse. En outre, cette fusion annoncée en octobre dernier doit se faire en concertation avec les salarié.e.s des entités concernées et en négociation avec leurs représentant.e.s.

Nous serons d'autant plus vigilants à ce que le projet Bromo ne constitue pas un simple projet financier eu égard aux précédents récents. En effet, le plan de suppression d'emploi lancé en 2024 chez TAS n'avait pas de justifications industrielles et économiques, mais seulement un objectif financier. Cela avait été initialement constaté par le cabinet de conseils Syndex lors de son analyse du plan de suppression et confirmé, par le tribunal judiciaire de Toulouse, en décembre 2025, qui a annulé le plan de suppression d'un millier de postes.

Depuis le début de vos luttes nous avons été à vos côtés de différentes manières. Vous pouvez compter sur nous pour continuer à garder et développer l'industrie spatiale à Toulouse.

Par ailleurs, nous vous invitons à regarder notre programme sur notre site internet pour prendre connaissance de l'ensemble de notre projet.
<https://vivremieuxoulouse.fr/programme/>

Je reste à votre disposition pour toutes précisions que vous jugeriez utiles.

François BRIANÇON
Tête de liste de la Gauche Unie
Vivre Mieux Toulouse 2026

A handwritten signature in black ink that reads "François Briançon". The signature is written in a cursive style with a large, stylized 'F' and 'B'. Below the signature is a single horizontal line.

Pièces jointes:

- Voeu des élu.e.s d'opposition, adopté à l'unanimité, en séance du conseil de Toulouse Métropole du 17 octobre 2024.
- Courrier des député.e.s NFP et sénateurs et sénatrices de Haute-Garonne à destination du premier ministre, en date du 21 janvier 2025.